



Mobilisations et grèves le 18 octobre

Pour le droit de grève, nos salaires et nos retraites, l'égalité femmes hommes, les services publics et la Fonction publique

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires de la Fonction publique s'inscrivent dans la journée de mobilisation interprofessionnelle du 18 octobre prochain.

Solidaires des salariés de la pétrochimie, nous condamnons les réquisitions ordonnées par le gouvernement. Le droit de grève, pour les salariés du privé comme du public, est un droit garanti par la Constitution. Nous appelons à le défendre.

Comme dans toutes les branches professionnelles, nos organisations exigent du gouvernement une revalorisation significative et immédiate des traitements, des salaires, des pensions et des retraites, des personnels actifs et retraités de la Fonction publique. En ne consentant qu'à une revalorisation de 3,5 % de la valeur du point d'indice - quasiment gelée depuis plus d'une décennie - déjà consommée par la flambée des prix, le gouvernement organise un nouveau recul du pouvoir d'achat des agents publics. C'est inacceptable.

Une première mesure immédiate d'augmentation serait l'indexation automatique du point d'indice sur l'inflation.

L'urgence appelle aussi l'instauration de l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.

Opposées à une nouvelle réforme régressive des régimes de retraite, à l'allongement de l'âge légal du droit au départ et des annuités requises pour une retraite à taux plein, nos organisations réaffirment leur attachement aux régimes de la Fonction publique qui doivent être maintenus et améliorés.

Le gouvernement doit rompre avec sa politique de dégradation des conditions de vie des plus modestes : la réforme de la voie professionnelle du lycée s'inscrit aussi dans cette démarche car elle promettrait aux jeunes les plus en difficultés moins de qualifications, moins de salaires et des emplois low-cost.

Nos organisations exigent l'octroi des emplois et des moyens de financement nécessaires à la mise en œuvre des missions de service public au service de l'intérêt général plutôt que des lois de finances qui organisent l'austérité budgétaire.

C'est pourquoi avec leurs organisations interprofessionnelles et celles de la jeunesse, elles appellent les agents de la Fonction publique à l'action, y compris par la grève, et à participer aux manifestations et rassemblements qui seront organisés devant les préfetures et les sous-préfetures le mardi 18 octobre prochain.

Paris, le 14 octobre 2022